

Rapports d'avancement nationaux - Tunisie

Rapport mondial d'avancement sur la lutte contre le sida 2019



Table des matières

- I. Global - Objectifs Accélérer la Riposte
- II. Cascade du test et traitement du VIH - Garantir l'accès au traitement aux 30 millions de personnes vivant avec le VIH grâce à l'atteinte des objectifs 90–90–90 d'ici 2020
- III. Prévention de la transmission mère-enfant du VIH - Éliminer les nouvelles infections à VIH chez les enfants d'ici 2020 et garantir l'accès au traitement du VIH à 1,6 millions d'enfants d'ici 2018
- IV. Programmes de prévention du VIH; Populations clés - Assurer l'accès aux options de l'association de mesures de prévention, parmi lesquelles la prophylaxie préexposition, la circoncision masculine volontaire médicale, la réduction des risques et les préservatifs, à au moins 90 % des personnes d'ici 2020, en particulier les jeunes femmes et les adolescentes dans les pays à forte prévalence et les populations clés, c'est-à-dire les homosexuels et les autres hommes ayant des rapports sexuels avec des hommes, les personnes transgenres, les professionnels du sexe et leurs clients, les personnes qui s'injectent des drogues et les prisonniers
- V. Genre; Stigma et discrimination - Éliminer les inégalités entre les sexes et mettre fin à toutes les formes de violence et de discrimination envers les femmes et les filles, les personnes vivant avec le VIH et les populations clés d'ici 2020
- VI. Connaissance du VIH et accès aux services de santé sexuelle et reproductive - S'assurer que 90 % des jeunes possèdent les compétences, les connaissances et la capacité de se protéger du VIH et disposent d'un accès à des services de santé sexuelle et reproductive d'ici 2020 afin de réduire à moins de 100 000 personnes par an le nombre de nouvelles infections à VIH parmi les adolescentes et les jeunes femmes
- VII. Protection sociale - S'assurer que 75 % des personnes vivant avec le VIH, affectés par le VIH ou à risque bénéficient de la protection sociale incluant le VIH d'ici 2020
- VIII. Prestation de services à base communautaire - Garantir la gestion par la communauté d'au moins 30 % des services fournis d'ici 2020
- IX. Dépenses associées au VIH - Garantir l'augmentation des investissements liés au VIH à hauteur de US\$ 26 milliards d'ici 2020, dont un quart pour la prévention du VIH et 6% pour les acteurs sociaux
- X. Renforcement et accès à la justice - Responsabiliser les personnes vivant avec le VIH, à risque ou bien affectées par le VIH afin qu'elles connaissent leurs droits, aient

accès à la justice et à des services juridiques afin de prévenir et lutter contre les violations des droits de l'homme

- XI. Sortir le sida de l'isolement - S'engager à sortir le sida de l'isolement par le biais de systèmes centrés sur les populations afin d'améliorer la couverture de santé universelle, notamment le traitement pour la tuberculose, le cancer du col de l'utérus et les hépatites B et C

Global

Objectifs Accélérer la Riposte

Résumé des progrès

Depuis la déclaration du premier cas en 1985 et jusqu'au 31 décembre 2017, un nombre cumulé de 2525 cas de VIH/sida et un nombre cumulé de 646 décès dus au SIDA ont été rapportés à la DSSB. Le nombre de personnes vivant avec le VIH est de 1879 correspondant à une prévalence de 0,016%.

L'analyse de la situation épidémiologique du VIH en Tunisie, réalisée dans le cadre de l'élaboration du PSN 2018-2022, s'est appuyée sur la triangulation de données de notification des cas du VIH/sida et des programmes de dépistage et des données programmatiques des ONG, ainsi que sur les résultats des études bio-comportementales auprès des populations clés.

La Tunisie a réaffirmé, auprès des différentes instances internationales notamment la réunion de Haut Niveau en juin 2011 à New York et en juin 2016 (HLM) à de nombreuses occasions, son engagement à œuvrer avec la communauté internationale en vue de lutter contre l'épidémie et d'en contenir la propagation dans le monde et en Tunisie particulièrement.

Cascade du test et traitement du VIH

Garantir l'accès au traitement aux 30 millions de personnes vivant avec le VIH grâce à l'atteinte des objectifs 90–90–90 d'ici 2020

Résumé des progrès

Le PSN 2018-2022 recommande:

- La nécessité de renforcer l'offre du conseil et du dépistage aux populations clés à travers la diversification des interventions dont principalement les campagnes mobiles, le dépistage communautaire à travers les ONG, la proposition systématique du dépistage durant les interventions de prévention, l'amélioration de la qualité des services dans les CCDAG et le renforcement des capacités des éducateurs pairs.
- L'accompagnement et la référence des personnes dépistées positives au VIH vers un service de prise en charge pour confirmation du test et démarrage de la prise en charges et de l'accès aux ARV
- Extension de la stratégie PTME vers d'autres régions en vue d'atteindre le pourcentage de 100% de femmes enceintes pouvant bénéficier du test de dépistage.
- Rétention dans le dispositif de PEC des PVVIH à travers un dispositif d'accompagnement adapté, comprenant les ASS (règlement du statut de la fonction indispensable). Amélioration de la rétention des PVVIH dans les soins en tant qu'objectif majeur pour le 90 – 90 – 90 en se basant sur les recommandations de l'analyse de la cascade réalisée en 2018.
- Le développement des interventions pour la réduction des risques notamment le traitement de substitution aux opiacés (TSO) pour les UDI, le dépistage des hépatites surtout chez les UDI
- Renforcement de la Prévention combinée : priorité sur les populations clés, et développement de l'approche différenciées de la prévention pour les adolescents et jeunes, ainsi que les autres populations vulnérables identifiées dans l'analyse de la situation épidémiologique ;

- Amélioration de la qualité de l'offre de PEC, renforcement de la qualité des soins (assurance qualité) et organisation du continuum de soins pour les PVVIH en se basant sur l'évaluation de la prise en charge médicale et psychosociale réalisée en 2018.

Questions de politique (2018)

Existe-t-il une loi, une réglementation ou une politique spécifiant que le dépistage du VIH :

a) Est obligatoire avant le mariage

Non

b) Est obligatoire pour obtenir un permis de travail ou de résidence

Non

c) Est obligatoire pour certains groupes

Non

Selon les directives du Ministère de la Santé (MDS), quel est le seuil de CD4 recommandé pour débiter une thérapie antirétrovirale chez les adultes et les adolescents asymptomatiques et quel est le statut de mise en oeuvre ?

Pas de seuil, traitement pour tous indépendamment de la numération de CD4; Mise en oeuvre dans tout le pays (> 95 % des établissements de prise en charge)

Votre pays possède-t-il une politique nationale actuelle sur le test systématique de la charge virale pour effectuer le suivi de la thérapie antirétrovirale et dans quelle mesure est-elle mise en oeuvre ?

a) Pour les adultes et les adolescents

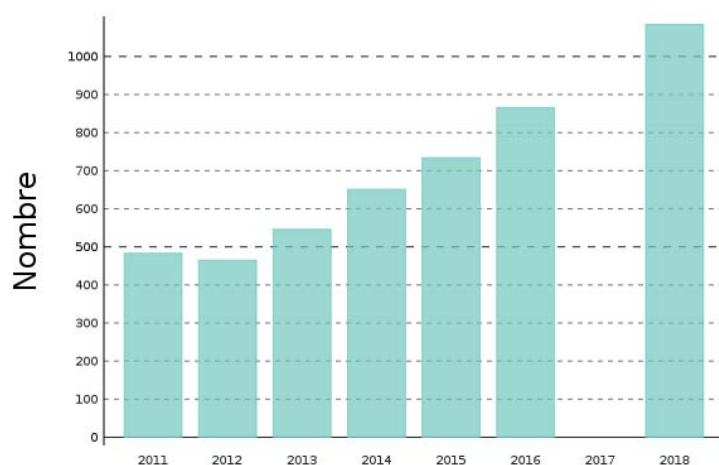
Oui, entièrement mise en oeuvre

b) Pour les enfants

Oui, entièrement mise en oeuvre

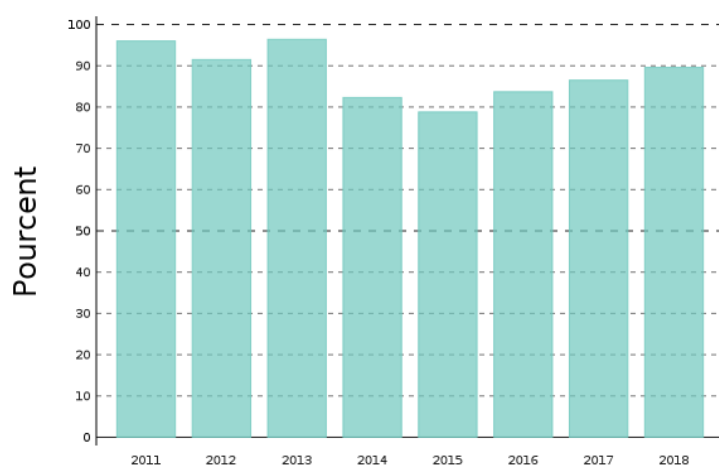
1.2 Personnes vivant avec le VIH recevant un traitement antirétroviral, Tunisie (2011-2018)

Nombre de personnes recevant un traitement antirétroviral à la fin de la période de référence



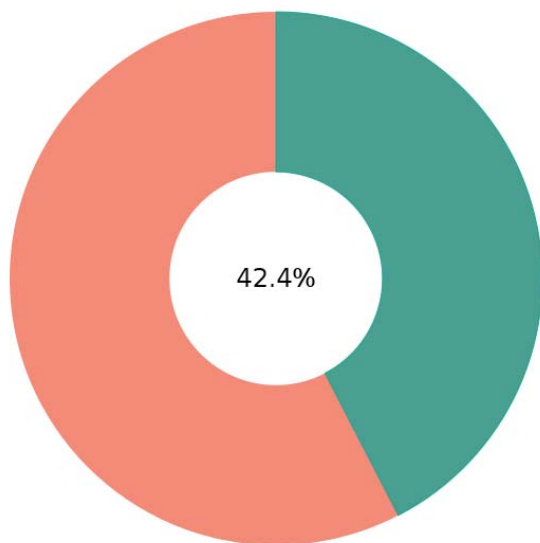
1.3 Retention sous traitement antirétroviral au bout de 12 mois, Tunisie (2011-2018)

Pourcentage d'adultes et d'enfants vivant avec le VIH connus pour suivre un traitement antirétroviral 12 mois après avoir commencé



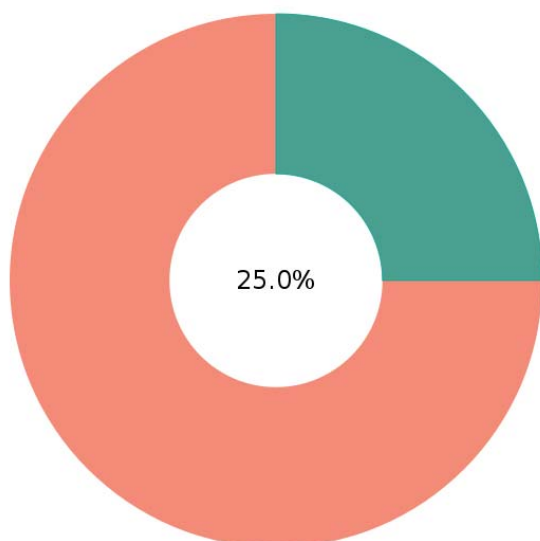
1.5 Diagnostic tardif du VIH, Tunisie (2018)

Pourcentage de personnes vivant avec le VIH dont la numération initiale des cellules CD4 <200 cellules/mm³ durant la période de référence



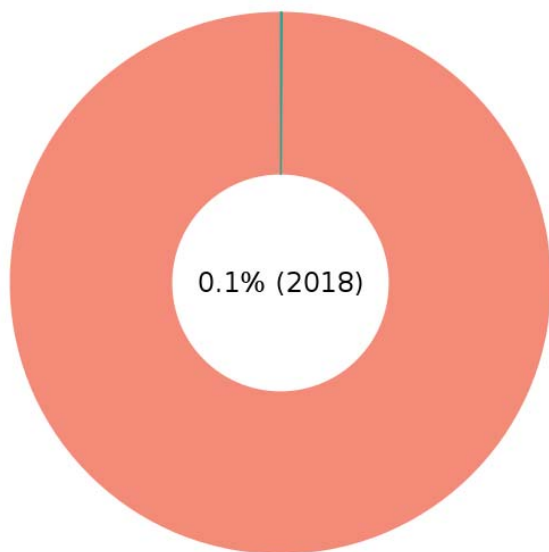
1.6 Rupture de stock de médicaments antirétroviraux, Tunisie (2018)

Pourcentage de sites de traitement en rupture de stock d'un ou de plusieurs médicaments antirétroviraux nécessaires sur une période déterminée



1.8 Volume de dépistage et dépistage positif du VIH, Tunisie

Pourcentage de tests positifs transmis aux personnes (dépistage positif) au cours de l'année calendrier



Nombre de tests réalisés = 261 671

Prévention de la transmission mère-enfant du VIH

Éliminer les nouvelles infections à VIH chez les enfants d'ici 2020 et garantir l'accès au traitement du VIH à 1,6 millions d'enfants d'ici 2018

Résumé des progrès

En 2018, le PNLS a mis à l'échelle sa stratégie de Prévention de la transmission du VIH de la mère à l'enfant avec son extension à toutes les régions du pays (couverture PTME de 100%)

Questions de politique (2018)

Votre pays a-t-il mis en place un plan national pour l'élimination de la transmission mère-enfant (TME) du VIH ?

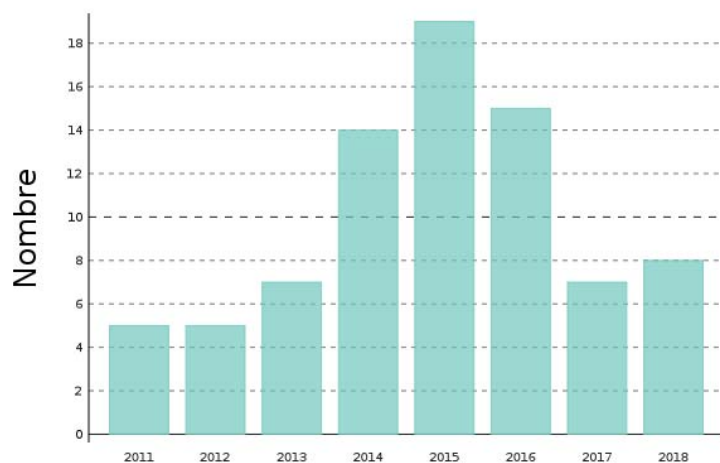
Oui

Les directives nationales recommandent-elles le traitement de tous les nourrissons et les enfants séropositifs, indépendamment de leurs symptômes ? Si oui, quel est le statut de mise en oeuvre de la politique d'âge limite adoptée dans votre pays ?

Oui, traitement pour tous pour les enfants âgés de moins de 5 ans; Mise en oeuvre dans peu (< 50 %) d'établissements de prise en charge

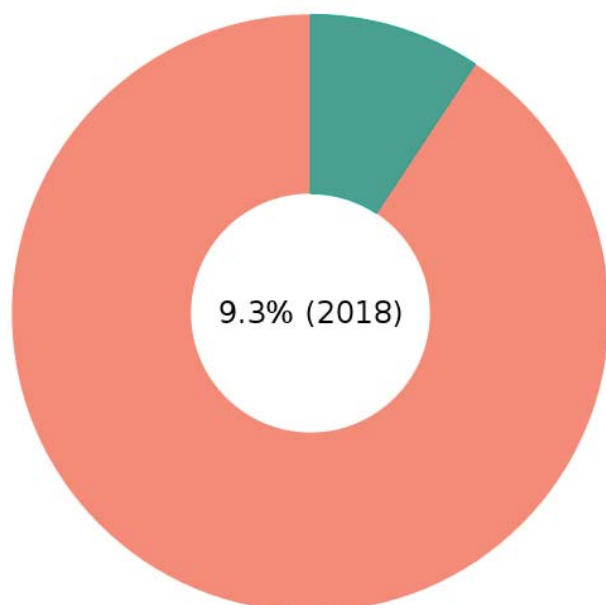
2.1 Diagnostic infantile précoce, Tunisie (2017-2018)

Pourcentage de nourrissons nés de femmes vivant avec le VIH qui subissent des tests virologiques dans les deux mois suivant la naissance



2.6 Test du VIH chez les femmes enceintes, Tunisie (2017-2018)

Pourcentage de femmes enceintes séropositives dont le statut VIH est connu



↑ 6.9% (2017)

Programmes de prévention du VIH; Populations clés

Assurer l'accès aux options de l'association de mesures de prévention, parmi lesquelles la prophylaxie préexposition, la circoncision masculine volontaire médicale, la réduction des risques et les préservatifs, à au moins 90 % des personnes d'ici 2020, en particulier les jeunes femmes et les adolescentes dans les pays à forte prévalence et les populations clés, c'est-à-dire les homosexuels et les autres hommes ayant des rapports sexuels avec des hommes, les personnes transgenres, les professionnels du sexe et leurs clients, les personnes qui s'injectent des drogues et les prisonniers

Résumé des progrès

Le PSN 2018-2022 prône le renforcement de la Prévention combinée : priorité sur les populations clés, et développement de l'approche différenciées de la prévention pour les adolescents et jeunes, ainsi que les autres populations vulnérables identifiées dans l'analyse de la situation épidémiologique. Le plan d'accélération de la riposte 2018 financé par le FM a mis l'accent sur les interventions de la prévention combinée mise en œuvre par les associations de la société civile.

Questions de politique : Populations clés (2018)

Criminalisation et/ou poursuite des populations clés

Personnes transgenres

Criminalisées

Professionnels du sexe

La vente de services sexuels est criminalisée, L'achat de services sexuels est criminalisé, Tirer profit de l'organisation ou de la gestion de services sexuels est criminalisé, Autre réglementation répressive et/ou administrative sur le commerce du sexe

Hommes ayant des rapports sexuels avec des hommes

Oui, l'emprisonnement (14 ans maximum)

La consommation de drogues ou la détention de drogues pour usage personnel constituent-elles un délit dans votre pays ?

La détention ou la consommation de drogues constituent une infraction, La détention de drogues pour usage personnel constitue une infraction

Protections juridiques pour les populations clés

Personnes transgenres

Non

Professionnels du sexe

Non

Hommes ayant des rapports sexuels avec des hommes

Non

Personnes qui s'injectent des drogues

Oui

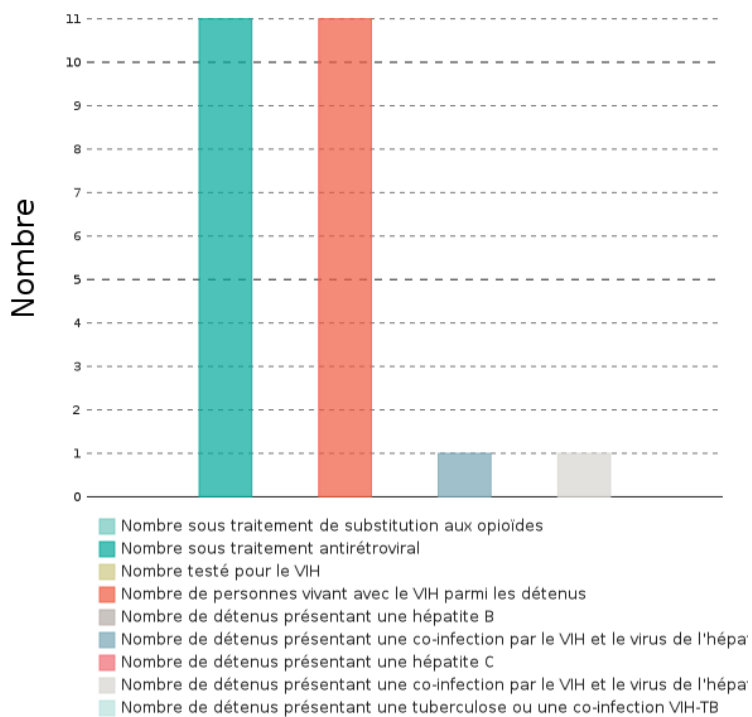
Questions de politique : PrEP (2018)

La recommandation de l'OMS sur la PrEP orale a-t-elle été adoptée dans les lignes directrices nationales de votre pays?

Non, les recommandations n'ont pas été adoptées

3.13 Programmes de prévention du VIH dans les prisons, Tunisie (2018)

Programmes de prévention et de traitement du VIH offerts aux prisonniers en détention



Genre; Stigma et discrimination

Éliminer les inégalités entre les sexes et mettre fin à toutes les formes de violence et de discrimination envers les femmes et les filles, les personnes vivant avec le VIH et les populations clés d'ici 2020

Résumé des progrès

Le PSN 2018-2022 a été élaboré de manière sensible au genre. Le contexte légal et culturel du pays permet un accès égal aux femmes et aux hommes aux différents services du dépistage au traitement et à la prise en charge.

Questions de politique (2018)

Votre pays a-t-il établi un plan ou une stratégie national(e) afin de lutter contre la violence sexiste et la violence faite aux femmes incluant les problématiques de prévention à VIH ?

Non

Votre pays possède-t-il une loi concernant la violence domestique ?

Oui

Quelles protections, si existent, votre pays a-t-il pour les populations clés et les personnes vivant avec le VIH contre la violence ?

Droit pénal général interdisant la violence

Programmes de lutte contre la violence sur le lieu de travail

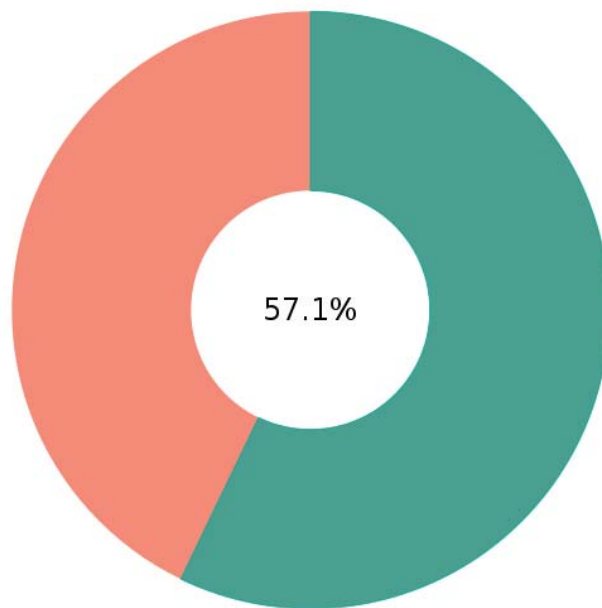
Actions de lutte contre les violences policières

Actions de lutte contre la torture et le mauvais traitement en prison

Votre pays a-t-il mis en place des politiques exigeant que les établissements de santé fournissent des soins en temps opportun et de qualité à toutes les personnes, indépendamment de leur genre, nationalité, âge, handicap, ethnie, origine, orientation sexuelle, religion, langue, statut socio-économique, statut VIH ou autre état de santé, ou parce qu'elles ont recours au sexe tarifé, consomment des drogues, vivent en prison ou pour toute autre raison ?

Oui, des politiques existent et sont mises en oeuvre de manière systématique

Pourcentage des indicateurs mondiaux de suivi du SIDA avec des données ventilées par sexe



Connaissance du VIH et accès aux services de santé sexuelle et reproductive

S'assurer que 90 % des jeunes possèdent les compétences, les connaissances et la capacité de se protéger du VIH et disposent d'un accès à des services de santé sexuelle et reproductive d'ici 2020 afin de réduire à moins de 100 000 personnes par an le nombre de nouvelles infections à VIH parmi les adolescentes et les jeunes femmes

Résumé des progrès

Une stratégie de prévention des comportements à risque chez les enfants et les adolescents est en cours d'élaboration.

Questions de politique (2018)

Votre pays a-t-il établi des politiques d'éducation aidant à l'enseignement de compétences essentielles liées au VIH et à l'éducation sexuelle, en accord avec les standards internationaux, dans :

a) Les écoles primaires

Non

b) Les écoles secondaires

Oui

c) La formation des enseignants

Oui

Protection sociale

S'assurer que 75 % des personnes vivant avec le VIH, affectés par le VIH ou à risque bénéficient de la protection sociale incluant le VIH d'ici 2020

Résumé des progrès

L'Etat Tunisien assure gratuitement la prise en charge et le suivi biologique des PVVIH. Les PVVIH démunies bénéficient d'une indemnité mensuelle de la part du Ministère des affaires sociales.

Questions de politique (2018)

Existe-t-il dans votre pays une stratégie, une politique ou un cadre de protection sociale approuvé(e) ?

Oui, et celui-ci/celle-ci est mise en oeuvre

a) Fait-il/elle référence au VIH ?

Non

b) Reconnaît-il/elle les personnes vivant avec le VIH comme bénéficiaires clés ?

Oui

c) Reconnaît-il/elle les populations clés (professionnels du sexe, homosexuels et autres hommes qui ont des rapports sexuels avec des hommes, personnes qui s'injectent des drogues, personnes transgenres, prisonniers) comme bénéficiaires clés ?

Non

d) Reconnaît-il/elle les adolescentes et les jeunes femmes comme bénéficiaires clés ?

Non

e) Reconnaît-il/elle les enfants touchés par le VIH comme des bénéficiaires clés ?

Oui

f) Reconnaît-il/elle les familles touchées par le VIH comme des bénéficiaires clés ?

Oui

g) Tient-il/elle compte du problème des soins non rémunérés liés au VIH ?

Non

Quels obstacles, si existent, limitent l'accès aux programmes de protection sociale dans votre pays?

Manque d'informations disponibles sur les programmes
Procédures complexes
Crainte de la stigmatisation et de la discrimination
Lois ou politiques représentant un obstacle à l'accès
Les personnes vivant avec le VIH, les populations clés et/ou les personnes touchées par le VIH sont prises en charge par un autre programme

Prestation de services à base communautaire

Garantir la gestion par la communauté d'au moins 30 % des services fournis d'ici 2020

Résumé des progrès

Le PSN 2018-2022 permet l'accélération de la mobilisation communautaire pour assurer les services de prévention de proximité et de l'accompagnement

Questions de politique (2018)

Votre pays a-t-il une politique nationale pour promouvoir l'administration de thérapie antirétrovirale dans les communautés ?

Non

Quelles garanties dans les lois, règlements et politiques, si existent, prévoient l'opération d'organisations de la société civile et d'organisations communautaires dans votre pays ?

L'inscription d'OSC oeuvrant pour la lutte contre le VIH est possible

L'inscription d'OSC/OC travaillant avec les populations clés est possible

Des services liés au VIH peuvent être proposés par des OSC/OC

Des services peuvent être proposés aux populations clés par des OSC/OC

Les exigences en matière de rapports pour les OSC/OC proposant des services liés au VIH sont simplifiées

Nombre de préservatifs et de lubrifiants distribués par des ONG l'année précédente

a) Préservatifs masculins :

-

b) Préservatifs féminins :

-

c) Lubrifiants :

-

Dépenses associées au VIH

Garantir l'augmentation des investissements liés au VIH à hauteur de US\$ 26 milliards d'ici 2020, dont un quart pour la prévention du VIH et 6% pour les acteurs sociaux

Résumé des progrès

Les investissements de l'Etat Tunisien en matière de financement de la riposte nationale progressent d'une année à l'autre (Plus que 75% du financement de la riposte sont assurés par le budget de l'Etat)

Renforcement et accès à la justice

Responsabiliser les personnes vivant avec le VIH, à risque ou bien affectées par le VIH afin qu'elles connaissent leurs droits, aient accès à la justice et à des services juridiques afin de prévenir et lutter contre les violations des droits de l'homme

Résumé des progrès

Le PSN 2018-2022 consacre un axe stratégique à la question des droits humains et à l'accès à la justice. Une stratégie nationale sur les droits humains 2019-2023 est en cours d'élaboration avec la participation des différents intervenants de la riposte y compris les PVVIH et les populations clés.

Questions de politique (2018)

Y a-t-il eu au cours de ces deux dernières années des programmes de formation et/ou de renforcement des capacités pour les personnes vivant avec le VIH et les populations clés afin de les éduquer et de les sensibiliser concernant leurs droits (dans le contexte du VIH) dans votre pays ?

Oui, à l'échelle nationale

Des mécanismes ont-ils été mis en place dans votre pays pour enregistrer et traiter des cas de discrimination liés au VIH (fondée sur la séropositivité perçue et/ou l'appartenance à une population clé) ?

Non

Quels mécanismes de responsabilisation relatifs à la discrimination et aux violations des droits de l'homme dans les établissements de santé votre pays a-t-il, si existent?

Procédure de plainte

Procédures ou systèmes pour préserver et respecter la vie privée ou le droit à la confidentialité des patients

Quels obstacles à l'accès aux mécanismes de responsabilisation votre pays a-t-il, si existent?

Les mécanismes ne sont pas opérationnels

Sortir le sida de l'isolement

S'engager à sortir le sida de l'isolement par le biais de systèmes centrés sur les populations afin d'améliorer la couverture de santé universelle, notamment le traitement pour la tuberculose, le cancer du col de l'utérus et les hépatites B et C

Résumé des progrès

Le PSN 2018-2022 couvre la prise en charge des co-infections par la TBC, les hépatites.

Questions de politique (2018)

Le dépistage et le traitement du cancer du col de l'utérus sont-ils recommandés pour les femmes vivant avec le VIH dans :

a) La stratégie/politique/plan/directive national(e) pour le cancer, le cancer du col de l'utérus ou la riposte plus large aux maladies non transmissibles (MNT)

Non

b) Le plan stratégique national régissant la riposte au sida

Non

c) Directives nationales sur le traitement du VIH

Non

Quelles politiques de co-infection sont mises en place dans le pays pour les adultes, les adolescents et les enfants ?

Traitement préventif par isoniazide (TPI) ou prophylaxie de l'infection tuberculeuse latente (ITBL) pour les personnes vivant avec le VIH

Intensification du dépistage de la tuberculose parmi les personnes vivant avec le VIH

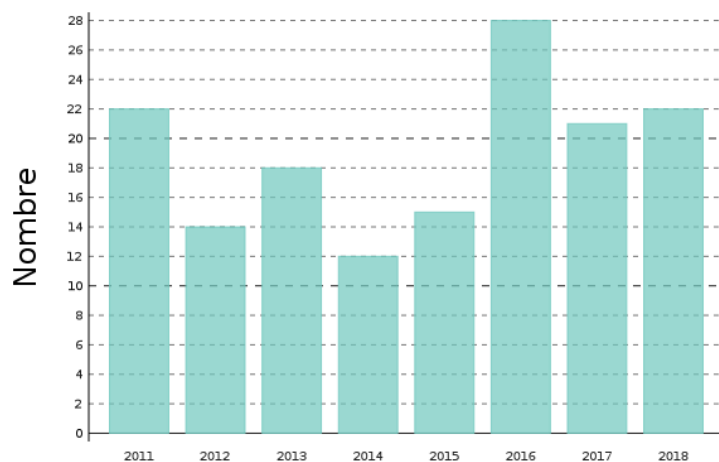
Contrôle de l'infection tuberculeuse dans les établissements de santé proposant des services liés au VIH

Prophylaxie à base de cotrimoxazole

Traitement contre l'hépatite C (antiviraux à action directe) proposé dans les centres médicaux administrant des traitements antirétroviraux

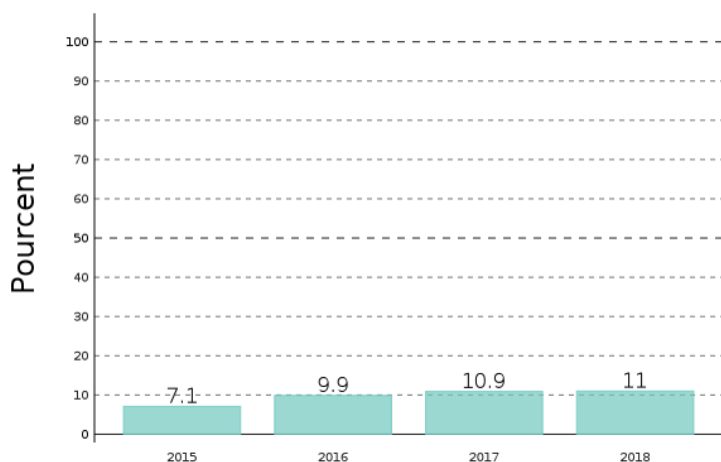
10.1 Co-gestion du traitement de la tuberculose et du VIH, Tunisie (2011-2018)

Pourcentage de cas estimés de tuberculose (TB) liée au VIH qui ont bénéficié d'un traitement à la fois contre la tuberculose et contre le VIH



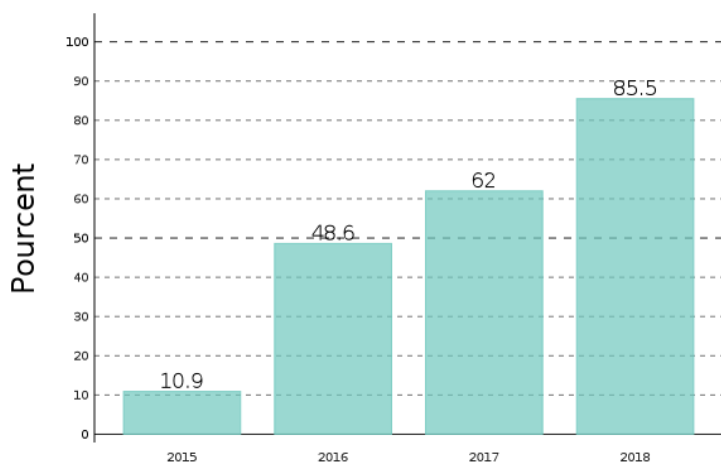
10.2 Personnes vivant avec le VIH atteintes d'une tuberculose active, Tunisie (2015-2018)

Nombre total de personnes vivant avec le VIH et souffrant d'une tuberculose (TB) active, exprimé en pourcentage des nouveaux patients pris en charge pour des soins liés au VIH (pré-traitement antirétroviral et traitement antirétroviral) au cours de la période de référence



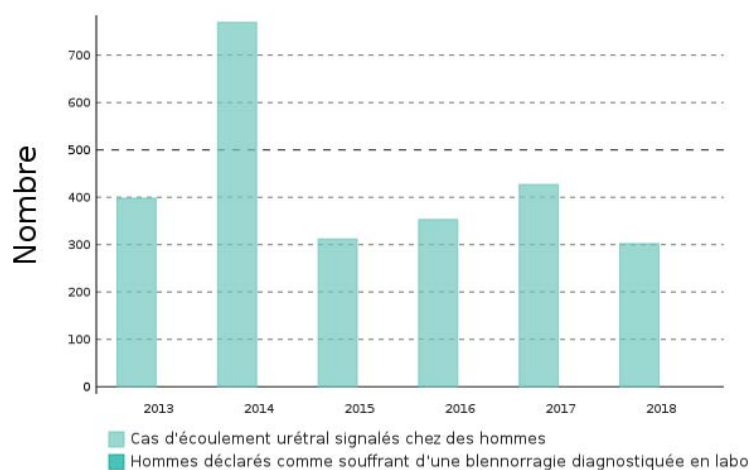
10.3 Personnes vivant avec le VIH qui ont commencé un traitement préventif antituberculeux, Tunisie (2015-2018)

Nombre de patients ayant commencé un traitement pour une infection tuberculeuse latente, exprimé en pourcentage du nombre total de nouveaux patients nouvellement inscrits aux soins du VIH au cours de la période considérée



10.4/10.5 Infections sexuellement transmissibles, Tunisie (2013-2018)

Nombre de cas d'écoulement urétral chez l'homme déclarés au cours des 12 derniers mois; nombre de cas de blennorragie diagnostiqués en laboratoire chez les hommes dans les pays ayant des capacités de diagnostic en laboratoire



10.6/10.8 Dépistage de l'hépatite, Tunisie (2015-2018)

Proportion de personnes en début de traitement antirétroviral qui ont fait l'objet d'un dépistage de l'hépatite

